

---

## REFUGIÉS VENEZUELIENS AU BRÉSIL: DANS UNE PÉRIODE DE CRISE POLITICO-ECONOMIQUE

Larissa Adorno Queiroz\*  
Letícia dos Santos Cerqueira\*\*  
Jocilene Santana Prado\*\*\*

**Résumé:** L'aggravation de la situation politico-économique vénézuélienne a abouti à une crise humanitaire qui a provoqué l'exode d'une grande partie de la population vers plusieurs pays, dont le Brésil, qui comme le Venezuela, est également en proie à l'instabilité. Cet article vise à la lumière de López Maya (2013), McCoy (2013) e McCarthy (2013), analyser la crise migratoire vénézuélienne à partir de l'examen historique des gouvernements Chavez et Maduro, à évaluer le droit international des réfugiés et à examiner la situation actuelle du Brésil et sa structure d'accueil aux réfugiés. L'étude a utilisé la méthode de l'approche déductive, à travers des techniques de recherche bibliographique et documentaire, et a été motivée par le manque de discussion et de matériel disponible sur le sujet. Les résultats indiquent qu'au Venezuela, le manque de conditions de vie de base, la persécution politique et l'incertitude de l'avenir, conduisent au départ des citoyens. À cet égard la loi brésilienne prévoit le droit de refuge, ainsi que l'accueil et l'octroi des mêmes droits aux réfugiés. De cette manière, même si la crise politico-économique existe dans les deux pays, la gravité s'intensifie au Venezuela, pays de plus en plus isolé sur le continent et dans la communauté internationale.

**Mots-clés:** Venezuela. Réfugiés. Crise humanitaire.

**Resumo:** A agravante situação político-econômica venezuelana culminou em uma crise humanitária que tem provocado o egresso de grande parte da população para diversos países, dentre eles o Brasil que assim como a Venezuela também se encontra em meio a instabilidade. Este artigo objetiva, a luz de López Maya (2013), McCoy (2013) e McCarthy (2013), analisar a crise migratória venezuelana a partir da revisão histórica dos governos de Chávez e Maduro, avaliar o direito internacional dos refugiados, bem como abordar a situação atual brasileira e sua estrutura para recepção de refugiados. O estudo utilizou o método de abordagem dedutivo, por intermédio das técnicas de pesquisa bibliográfica e documental, e foi motivado pela falta de discussão e material disponível sobre o tema. Os resultados apontam que na Venezuela a inexistência de condições básicas de vida, as perseguições políticas e a incerteza do futuro, ocasionam a saída dos cidadãos, quanto a isso a legislação brasileira prevê o direito de refúgio, bem como o acolhimento e concessão dos mesmos direitos brasileiros aos refugiados. Desta maneira, mesmo que a crise político-econômica exista em ambos os países, a gravidade é intensificada na Venezuela, país que segue cada vez mais isolado no continente e na comunidade internacional.

**Palavras-chave:** Venezuela. Refugiados. Crise humanitária.

\* Étudiante de Langues Étrangères Appliquées aux Affaires Internationales – LEA, Departamento de Letras e Artes, l'Universidade Estadual de Santa Cruz - UESC, Ilhéus, Bahia, Brésil. Mail: larissa.adorno@hotmail.com

\*\* Étudiante de Langues Étrangères Appliquées aux Affaires Internationales – LEA, Departamento de Letras e Artes, l'Universidade Estadual de Santa Cruz - UESC, Ilhéus, Bahia, Brésil. Mail: leticiacerqueira@hotmail.com.br

\*\*\* Professeur de Langue Française du Cours de Langues Étrangères Appliquées aux Affaires Internationales – LEA, Departamento de Letras e Artes, l'Universidade Estadual de Santa Cruz – UESC, Ilhéus, Bahia, Brésil. Mail: jociprado@yahoo.com.br

## 1 Introduction

La crise politico-économique actuelle au Venezuela dans son contexte historique entre le gouvernement populiste de Hugo Chavez et l'élection, et encore le mandat du président Nicolás Maduro a eu de grands effets sur les réfugiés.

Devant la situation aggravante, les citoyens vénézuéliens quittent leur pays fuyant la faim, la persécution politique, le chômage et l'insécurité à la recherche d'abris dans les pays voisins comme la Colombie, le Chili, le Brésil, le Pérou et en dehors de l'Amérique latine, les États-Unis. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans l'année 2018, 1,5 million de migrants vénézuéliens sont attendus dans le monde entier. Au Brésil, il y a eu une augmentation significative entre les années 2015 lorsque ce pays a reçu 3 425 migrants et l'année 2017 où 35 000 migrants ont été enregistrés dans le pays, soit une augmentation de 921%.

La crise vénézuélienne est devenue humanitaire et a pris des proportions inimaginables. Le secrétaire général de l'Organisation des États américains – OEA, Luis Almadro, a déclaré dans un discours public au le CSIS – *Center for Strategic and International Studies* en février 2018, que les nouveau-nés en Syrie ont une plus grande chance de survie que ceux qui sont nés au Venezuela aujourd'hui. Cela est dû à la pénurie de nourriture et de médicaments, à la crise de santé publique, à l'hyperinflation, aux taux élevés de criminalité, à la malnutrition et à la haute mortalité de la population.

Comme déjà mentionné, le Brésil est l'une des premières destinations choisies par les réfugiés. Malgré la crise politico-économique dans laquelle se trouve le Brésil, les taux élevés de chômage et d'inflation, l'instabilité, l'insécurité et les perspectives peu optimistes concernant la croissance du pays, le territoire brésilien représente un espoir et une amélioration de la vie des réfugiés.

La discussion de cet article est ancrée sur le défi du gouvernement brésilien de fournir des emplois, des logements et d'autres conditions de vie de base aux réfugiés. À la lumière du droit international, les réfugiés ont bénéficié d'un traitement spécial. Les droits de l'homme sont reconnus par l'article 6 de la loi n° 9.474 / 97. Cette discussion va également chercher dans le droit international brésilien des lois et des décisions qui peuvent guider les dirigeants du pays dans ce domaine.

Les termes réfugiés, migrants et asile ne peuvent pas être confondus puisque le migrant a le choix de partir et de rentrer son pays d'origine, outre la protection permanente de

son gouvernement après son départ. L'asile se produit lorsque le citoyen est persécuté pour des raisons politiques et est traité comme un titre de la loi n ° 6.815 / 80 (Statut des étrangers), qui stipule que les étrangers admis dans le pays en tant qu'asile politique sont soumis, en plus des devoirs imposés par le droit international, au respect des dispositions de la législation en vigueur définie par le gouvernement brésilien.

Ainsi, selon les définitions du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'organisation principale qui s'occupe du thème et a une reconnaissance mondiale, à laquelle le Brésil et 146 autres pays sont signataires du traité dans lequel il a été établi, le terme signifie:

Os refugiados são pessoas que escaparam de conflitos armados ou perseguições. Com frequência, sua situação é tão perigosa e intolerável que devem cruzar fronteiras internacionais para buscar segurança nos países mais próximos, e então se tornarem um 'refugiado' reconhecido internacionalmente, com o acesso à assistência dos Estados, do ACNUR e de outras organizações. São reconhecidos como tal, precisamente porque é muito perigoso para eles voltar ao seu país e necessitam de um asilo em algum outro lugar. Para estas pessoas, a negação de um asilo pode ter consequências vitais. <sup>1</sup>

Il y a beaucoup de controverses sur le fait que les Vénézuéliens soient considérés comme des réfugiés ou des migrants, mais compte tenu des définitions des Nations Unies, dans cet article ils seront traités comme des réfugiés.

La présente étude a pour objectif principal l'analyse historique de la crise migratoire vénézuélienne et ses impacts au Brésil. Pour cela, il y a trois objectifs spécifiques: l'identification des causes possibles de la crise migratoire; l'analyse des lois brésiliennes, la structure du pays pour les réfugiés et la description des impacts de l'arrivée des réfugiés dans l'économie brésilienne.

Il est extrêmement important d'explorer les raisons pour lesquelles le réfugié émigre et l'effet subi par les pays qui les reçoivent, bien que le Brésil et le Venezuela soient considérés comme économiquement petits avec peu de pertinence sur la scène mondiale, ainsi ce phénomène est peu connu et exploité. De cette façon, la valeur de cet article est démontrée en

---

<sup>1</sup>Les réfugiés sont des personnes qui violent des conflits armés ou des persécutions et dont la situation est si dangereuse et intolérable qu'ils doivent traverser les frontières internationales pour chercher la sécurité dans les pays voisins, puis devenir des réfugiés, avec l'accès aux Etats, à l'HCU et à d'autres organisations, ils sont reconnus, car il est très dangereux pour eux de rentrer dans leur pays et ils ont besoin d'un refuge ailleurs. Pour ces gens la négation d'un asile peut avoir des conséquences vitales. (Traduction libre)

vertu de la discussion générée sur le sujet dans la portée de l'université et la disponibilité des connaissances à la communauté en général.

## 2 Méthodologie

Selon Lakatos et Marconi (1991, p.83) «*Todas as ciências caracterizam-se pela utilização de métodos científicos*»<sup>2</sup> mais leur utilisation n'est pas exclusive aux sciences, ainsi on peut conclure selon les auteurs que «*não existe ciência sem a utilização de métodos científicos*»<sup>3</sup>

Pour mener à bien cette recherche, sera utilisée la méthode déductive appliquée à partir de la recherche bibliographique. Selon Gil (2008, p.09) cette méthode «*Parte de princípios reconhecidos como verdadeiros e indiscutíveis e possibilita chegar a conclusões de maneira puramente formal, isto é, em virtude unicamente de sua lógica.*»<sup>4</sup>. Quant à la méthode documentaire, Pádua affirme (1997, p.62):

Pesquisa documental é aquela realizada a partir de documentos, contemporâneos ou retrospectivos, considerados cientificamente autênticos (não fraudados); tem sido largamente utilizada nas ciências sociais, na investigação histórica, a fim de descrever/comparar fatos sociais, estabelecendo suas características ou tendências [...]<sup>5</sup>

Ainsi, la méthodologie utilisée sera la recherche bibliographique et documentaire au travers des livres, des articles, des sites *Web*, des périodiques et des journaux.

## 3 Crise au Venezuela

Pendant qu'il présidait le Venezuela, Hugo Chávez conservait la concentration du pouvoir et la prise de décision entre ses mains. Avant sa mort, lors de sa dernière comparution

---

<sup>2</sup> Toutes les sciences sont caractérisées par l'utilisation de méthodes scientifiques (Traduction libre)

<sup>3</sup> Il n'y a pas de science sans l'utilisation de méthodes scientifiques. (Traduction libre)

<sup>4</sup> Une partie des principes reconnus comme vrais et indiscutables et permet de parvenir à des conclusions de manière purement formelle, c'est-à-dire, en vertu de sa seule logique. (Traduction libre)

<sup>5</sup> La recherche documentaire est celle réalisée à partir de documents, contemporains ou rétrospectifs, considérés comme scientifiquement authentiques (non frauduleux); et [elle] a été largement utilisée dans les sciences sociales, dans la recherche historique, afin de décrire / comparer les faits sociaux, en établissant leurs caractéristiques ou leurs tendances (Traduction libre)

publique, Chavez a nommé comme successeur son vice-président, chancelier et ami Nicolas Maduro. Le président actuel a essayé de maintenir le populisme de l'ancien gouvernement, mais l'idée de *Chavismo* sans Chavez n'a pas suscité le soutien et l'estime des Vénézuéliens.

Afin de mieux comprendre la crise politique au Venezuela et les raisons qui ont motivées le départ des Vénézuéliens, une analyse du contexte national est nécessaire puisque le mandat de l'ancien président populiste Hugo Chavez qui a duré 14 ans.

La politique de Chavez -*Chavismo*, peut être caractérisée selon Demetrius Magnoli comme un régime de seigneur de guerre (distingué du classique pour sa doctrine révolutionnaire *caudillismo*) divisé en trois étapes. La première a commencé en 1992, à la suite d'un coup d'État frustré mené par Hugo Chávez contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez, sous la figure mythique de Simón Bolívar dans la vision d'un système autoritaire, expansionniste, fasciste et Civic-militaire.

La deuxième étape de son mandat présidentiel en 1999, le *chavismo* a acquis des influences de la gauche, face à la notion de «socialisme du 21ème siècle» établi des alliances avec Cuba et rapproché les pays socialistes. La troisième étape du *chavismo* est apparue en 2004 et a été établie en 2007 avec encore plus de caractère socialiste, le désir de destruction de l'Etat bourgeois et la création du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV).

Pendant sa gestion gouvernementale, Chavez maintenait une relation étroite entre les citoyens à travers divers mécanismes, une infrastructure médiatique forte, la campagne permanente où les 18 élections de son gouvernement étaient décidées par plébiscites pour ou contre le président et les missions sociales - investissements non budgétisés dérivés du revenu généré par le pétrole pour résoudre les problèmes liés à la faim, au chômage, à l'analphabétisme, au logement, à l'infrastructure, parmi d'autres.

Le 11 avril 2002, un coup d'Etat contre le gouvernement a été annoncé, l'action a duré environ 24 heures, et le président a été renvoyé avec l'aide de militaires fidèles à son gouvernement. Par conséquent, Chávez a promu une réforme dans la Constitution dans laquelle il a augmenté ses pouvoirs en tant que président et polarisé le pays. Parmi les changements, on peut souligner la réélection indéfinie et l'augmentation du pouvoir du président sur les affaires militaires, monétaires et politiques.

La révolution «bolivarienne», série de mesures volontaires visant à influencer la région des Caraïbes, a financé des gouvernements en Bolivie et au Nicaragua. L'Equateur et le Honduras utilisent la compagnie pétrolière PDVSA et créent l'Alliance Alba-Bolivarienne pour les Amériques. Pendant ce temps, la baisse de la production pétrolière, la limitation des

transferts à Alba et Petrocaribe, et un accord d'approvisionnement pétrolier au début 2012 en Chine ont supprimé, limité et rendu vaines les tentatives vénézuéliennes.

Le socialisme rancunier imposé par Chavez façonne l'économie vénézuélienne sur les recettes d'exportation du pétrole, dans le but de placer le Venezuela socialiste parmi les plus grandes économies du monde. Cependant, la dépendance sur les importations alimentaires et les produits manufacturés, les coûts fiscaux élevés, les missions sociales et la révolution bolivarienne, l'augmentation de la demande intérieure de pétrole avec PDSVA a apporté des inadaptations dans l'économie les dernières années de son gouvernement, contribuant directement à la crise actuelle dans le pays.

Hugo Chavez, un président anti-américain extrêmement populiste, aimé par les pauvres pour la simplicité et les programmes sociaux généreux, a gardé le fait d'être malade et la gravité du cancer qu'il a affronté pendant près de deux ans en secret. Après sa mort le 5 avril 2013, des élections présidentielles ont eu lieu le 14 avril de la même année.

Durante os 14 anos de governo de Chávez, assistimos a um dos casos mais emblemáticos do populismo latino-americano. Apesar de ser, sem dúvidas, um líder carismático, através de vários mecanismos, Chávez foi construindo uma relação direta com seus seguidores o que explica parcialmente a imensa popularidade que o acompanhou até sua morte, como a atual deterioração das instituições representativas venezuelanas, construídas nas décadas anteriores (LOPEZ MAYA, 2013).<sup>6</sup>

Maduro, le candidat du gouvernement, a remporté les élections par une petite différence de votes, de seulement 1,7% contre le candidat de l'opposition, Henrique Capriles Randonski. Face à cette situation, le président a renforcé son discours polarisant justifiant un possible coup d'État mené par votre adversaire (LOPEZ MAYA, 2013). Capriles et son parti MUD - Table de l'Unité démocratique ont demandé un audit, en mettant en doute l'élection, mais après le processus, le Conseil national électoral du Venezuela, légitimé en tant que président Maduro.

L'état communal créé par Chavez et suivi par Maduro propose le système du «socialisme du 21ème siècle» totalement contraire à la constitution vénézuélienne qui prévoit un régime mixte de démocratie représentative, directe et participative. À propos de la situation actuelle dans le pays López Maya (2013) dit:

---

<sup>6</sup> Au cours des 14 années de gestion de Chávez, nous avons assisté à l'un des cas les plus emblématiques du populisme latino-américain. En dépit d'être, sans aucun doute, un *leader* charismatique, grâce à divers mécanismes, Chávez établissait une relation directe avec ses partisans ce qui explique en partie l'immense popularité qui l'accompagna jusqu'à sa mort, comme la détérioration actuelle des institutions représentatives vénézuéliennes. (Traduction libre)

A democracia liberal representativa está agonizando entre o autoritarismo militarista, que em nome de Chávez, está se concretizando, e a anarquia, produto da destruição institucional defendida por ele para transformar a ordem política em um Estado Comunal que hoje, ninguém sabe muito bem como concretizar.<sup>7</sup>

Une vague de violence et de manifestations a commencé au Venezuela avec l'assaut de l'Assemblée nationale le 30 avril, lorsque l'opposition et les députés du gouvernement se sont affrontés. Avant cette date, le président de l'assemblée avait déclaré que le gouvernement pouvait pratiquer la violence, interdire le discours des opposants au parlement et les priver de postes de responsabilité (LOPEZ MAYA, 2013). Maduro ne s'est pas prononcé contre l'incident, McCoy et McCarthy (2013) ont affirmé à ce sujet que «o governo cometeu erros graves com a prisão de dissidentes, ameaças de recriminação contra eleitores e violência inaceitável na Assembleia Nacional»<sup>8</sup>.

Les problèmes présentés dans le gouvernement Chavez ont été intensifiés, les augmentations salariales n'ont pas suivi l'inflation, la monnaie vénézuélienne a été dévaluée, la distribution de nourriture a été réduite causant la faim, le manque de médicaments et de ressources sanitaires provoquant des épidémies de maladies déjà contrôlées, chaque fois que le Petro-State est affaibli, la censure de la presse, les représailles et les arrestations de dirigeants et de manifestants contre le gouvernement, le crime et les taux élevés de mortalité ont créé le scénario politico-économique pour que les citoyens fuient le pays.

Le sommet de la rupture de la démocratie au Venezuela a été donné à partir de l'invocation d'une convention constitutionnelle par Maduro, les opposants avaient critiqué le président car il devrait soumettre l'idée à l'opinion des citoyens sous la forme d'un plébiscite. Après l'élection du 30 juillet 2017 qui a attribué des pouvoirs quasi illimités à Maduro, la société *Smartmatic* qui avait généré le processus a fait état de fraudes et de manipulations par le gouvernement et d'une inflation du nombre d'électeurs.

Le constituant était désapprouvé par la communauté internationale. Le Mercosur, qui avait déjà déclaré une suspension légale, afin de mieux isoler le Venezuela du bloc, a propagé la suspension politique. L'Organisation des États Américains, en plus de ne pas reconnaître le parti constitutif, a déclaré la réélection de Maduro illégitime le 20 mai 2018 et a ouvert un processus pour suspendre le Venezuela de l'institution.

---

<sup>7</sup> La démocratie libérale représentative est en train de mourir entre l'autoritarisme militariste qui, au nom de Chávez, se concrétise et l'anarchie, produit de la destruction institutionnelle qu'elle a défendue pour transformer l'ordre politique en un état communautaire que personne ne sait très bien comment concrétiser. (Traduction libre)

<sup>8</sup> Le gouvernement a commis de graves erreurs avec l'arrestation de dissidents, les menaces de récrimination contre les électeurs et la violence inacceptable à l'Assemblée nationale. (Traduction libre)



#### 4 Crise politico-économique brésilien

La crise dans le système politique brésilien a commencé en 2014 et a été marquée cette année par le déclenchement de l'opération de la police fédérale appelée *Lava Jato*, où des stratagèmes et des scandales de corruption impliquant la mauvaise utilisation des coffres publics ont été découverts et rendus publics.

L'opération autorisée par le juge Sergio Moro est toujours en cours et, selon le ministère public fédéral, a provoqué 114 arrestations préventives, 120 temporaires et 6 prises en flagrant délit. Parmi ceux qui ont été arrêtés et enquêtés des centaines de politiciens et d'hommes d'affaires, nous pouvons mentionner: l'ancien président de la Chambre des représentants Eduardo Cunha; l'entrepreneur Eike Batista, élu l'un des 100 hommes les plus riches du monde par le magazine américain Forbes en 2012 et l'ancien président du Brésil, Luis Inácio Lula Da Silva.

Encore en 2014, nous avons eu la réélection du président Dilma Rousseff, représentante du Parti des Travailleurs - PT, où elle a battu le candidat de l'opposition Aécio Neves, du Parti de la Démocratie Sociale Brésilienne - PSDB. Les résultats des élections de cette année ont suscité l'insatisfaction d'une partie de l'opposition politique et de la population brésilienne.

Au cours de l'année suivante, les signes de la crise éminente avaient été plus notables avec la récession économique avec la contraction du PIB brésilien à 3,8%, le déficit dans les comptes publics, l'augmentation de la taxe de chômage de 6,8% en 2014 à 8,5% dans les 2015 et les taux d'inflation élevés qui sont passés de 6,41% en 2014 à 10,67% en 2015, selon les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques - IBGE.

En juin 2015, une étude menée par l'IBOPE a montré que 87% de la population brésilienne reconnaissait que le pays vivait une crise. Ainsi, en décembre 2015 la population a commencé une série de manifestations dans les rues avec la présence de milliers de brésiliens de divers états contre le gouvernement Dilma, ayant pour objectif principal la destitution du président actuel.

Le climat d'insatisfaction a été répandu avec le début du processus de destitution de Dilma Rousseff, le 2 décembre 2015. Le président de la Chambre des députés d'alors Eduardo Cunha à cette date, a accepté une dénonciation sur le crime de responsabilité.



Le processus s'est déroulé jusqu'au 31 août 2016 et a été marqué par des critiques controversées des juristes sur les accusations d'irrespect de la loi budgétaire et de la loi sur l'inconduite administrative et les délits de comptabilité par l'ancienne présidente.

Le résultat a causé la destitution de la Présidente Dilma, également approuvée par le Sénat le 12 mai 2015 pour culminer avec le retrait de Dilma Rousseff à la présidence de la République pendant 3 mois, faisant de son vice, Michel Temer, un membre du Parti Mouvement démocratique brésilien-PMDB, président par intérim. Avec la fin de la transaction du processus au Sénat, il a eu un vote en plénière qui a abouti à 61 votes en faveur et 20 contre *l'impeachment*. Le 31 août 2016, Rousseff a définitivement perdu son poste et Michel Temer a donc pris la présidence de la République.

Cela a fort suscité des critiques de la part de la communauté internationale. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'agence des Nations Unies (ONU) ont publié une déclaration en faveur de Dilma Rousseff, soulignant les progrès politiques et économiques réalisés par le Brésil au cours des 10 dernières années et a exprimé sa préoccupation au sujet de l'instabilité de la démocratie du pays. Comme l'a souligné la secrétaire de l'institution, Alicia Barcena:

Es por ello que nos violenta que hoy, sin mediar juicio ni pruebas, sirviéndose de filtraciones y una ofensiva mediática que ya ha dictado condena, se intente demoler su imagen y su legado, al tiempo que se multiplican los empeños por menoscabar la autoridad presidencial e interrumpir el mandato que entregaron en las urnas los ciudadanos.<sup>9</sup>

Comptant pour et contre les opinions, le gouvernement Temer a commencé avec la proposition d'être un gouvernement réformiste. Décevant l'idée populaire qu'avec la sortie de Dilma le pays reviendrait automatiquement sur le bon chemin, le gouvernement Temer a pris des décisions impopulaires comme une tactique pour contrôler la crise, mais pas trop réussies.

Le nouveau régime fiscal, les réformes du travail et de la sécurité sociale et la nouvelle loi de l'externalisation ont contribué au manque de popularité de Michel Temer, dont le gouvernement a été désapprouvé par 70% de la population brésilienne, selon IPOBE en 2018. En 2017, le PIB a rebondi après une récession de 2 ans, en hausse de 1,0% par rapport à 2016, selon l'IBGE.

---

<sup>9</sup> C'est pourquoi il nous viole aujourd'hui, sans procès ni preuves, en utilisant des fuites et une offensive médiatique déjà condamnée, en essayant de démolir son image et son héritage, tout en multipliant les efforts pour saper l'autorité présidentielle et interrompre le mandat que les citoyens ont livré aux urnes. (Traduction libre)

Selon le même institut, le déficit des comptes publics était encore présent pour la quatrième année consécutive en 2017, mais avec des chiffres plus modestes par rapport à 2016, passant de 155 milliards à 124 milliards en 2017. Les taux de chômage ne présentent pas d'amélioration, fermeture 2017 avec 12,7%, le nombre le plus élevé depuis 2012, selon l'IBGE. Autrement dit, 13 230 000 brésiliens sont au chômage dans le pays.

La crise brésilienne se trouve loin d'être terminée, avec des mesures lentes que le gouvernement réalise pour relancer l'économie. La crise politique déclenchée par les scandales de la corruption ne voit pas non plus sa fin, malgré l'arrivée de l'année électorale, où le pays élira son nouveau président de la République. La population ne croit plus au gouvernement et cherche d'autres moyens de sortir de la crise.

## **5 Base juridique pour la protection des réfugiés**

La Convention des Nations Unies concernée au statut des réfugiés, connue aussi sous le nom de Convention de Genève de 1951, a été adoptée lors d'une Conférence spéciale des Nations Unies le 28 juillet 1957, dans la ville de Genève. Le but de la Convention était plutôt de résoudre le problème des réfugiés en Europe après la Seconde Guerre mondiale et ne concernait que les événements survenus avant 1951.

Actuellement, 148 pays signataires de ce traité représentent les 3/4 du nombre total de pays dans le monde et définissent qui sont les réfugiés, ainsi que leurs droits et ceux des pays hôtes. De cette façon, le statut du réfugié est la base pour définir le type de traitement qui lui est donné.

Au fil des ans, le Traité a subi des changements afin de couvrir un plus grand nombre de personnes, en plus des réfugiés européens. De cette manière, un protocole relatif au statut du réfugié a été présenté en 1996 à l'Assemblée générale des Nations Unies pour réformer la Convention de 1951. Ainsi, dans la Résolution 2198 du 16 décembre 1966, l'Assemblée a pris note du Protocole et a demandé au Secrétaire Général de l'envoyer aux États pour le ratifier.

Avec la ratification, les pays ont adopté les mesures de la Convention de 1951 pour tous les réfugiés qui entrent dans le champ d'application du traité, mais sans limite de date ni d'espace géographique. Selon le Statut, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a la responsabilité de promouvoir les outils internationaux pour la protection des réfugiés et d'en superviser l'application.

Lors de la ratification de la Convention de 1951 ou du Protocole de 1967, les États décident coopérer avec de HCR bien que faciliter la fiscalisation et la supervision de l'application du texte et de ses résolutions. Ils veillent à ce que toute personne puisse exercer le droit de demander et de recevoir l'asile dans un pays étranger.

Le Brésil a signé le traité mondial le 15 juillet 1952 et assumé ainsi les responsabilités, devoirs et droits du Traité. De cette manière, les réfugiés du monde entier ont le droit de demander asile dans le pays. Les droits des réfugiés au Brésil figurent dans le texte de la loi n ° 9.474 du 22 juillet 1997.

Aujourd'hui, il y a environ 22,5 millions de réfugiés de toutes les parties du monde, selon le HCR. Environ 55% d'entre eux viennent du Soudan du Sud, d'Afghanistan et de Syrie. Selon le Comité national pour les réfugiés (CONARE), le Brésil avait un dossier sur la demande d'asile en 2017 avec 33 865 demandes, soit trois fois plus qu'en 2016.

Les citoyens vénézuéliens représentent plus de 50% de ces demandes et ce nombre élevé est dû aux problèmes rencontrés par le Venezuela ces dernières années et qui se sont intensifiés l'année dernière, comme nous l'avons mentionné tout en haut dans cet article.

À la lumière de la loi n ° 9.474 qui traite de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 sur le statut de réfugié, ainsi que de la Déclaration de Carthagène de 1988, nous examinerons certains droits et devoirs et concepts prévus par la législation brésilienne. La Constitution fédérale de 1988.

La Déclaration de Carthagène est un instrument régional contraignant qui a été formulé à Carthagène en 1984. Elle a apporté des contributions à la discussion sur le refuge et la migration régionale et elle est connue pour élargir la définition de réfugié présentée dans la Convention de 1951.

En plus de la définition de réfugié présentée par l'ONU, le Brésil ajoute à l'art. 1 de la loi que l'individu qui, du fait d'une violation grave et généralisée des droits de l'homme, est obligé de quitter son pays de nationalité pour chercher refuge dans un autre pays. La violation grave des droits de l'homme est la motivation de la majorité des Vénézuéliens à quitter leur pays d'origine, comme déjà souligné, le Venezuela traverse une crise humanitaire qui met l'accent sur la capacité des Vénézuéliens à se réfugier au Brésil.

Pour commencer, l'art. 2° de la loi précise le suivant: Les effets de la condition de réfugié seront étendus au conjoint, aux ascendants et aux descendants, aussi bien qu'aux autres membres du groupe de famille qui dépendent économiquement sur le réfugié, aussi longtemps qu'ils sont sur le territoire national. (BRÉSIL, 1997)

Dans ce cas, même si une seule personne dans la demande de statut de réfugié est acceptée, les autres membres qui sont également au Brésil et qui dépendent économiquement de lui sont automatiquement tenus comme des réfugiés. En outre, selon la législation brésilienne, les enfants de réfugiés qui sont nés au Brésil.

Pour comprendre la situation de la nationalité, il faut comprendre qu'il y en a deux types: le primaire ou originaire et le secondaire ou acquis. La première est due à la naissance de l'individu et est divisée en deux critères: *ius sanguinis* et *ius solis*. Le premier critère est résultant de la filiation, quel que soit l'endroit où l'individu est né, de sorte que le fils de brésiliens nés aux États-Unis d'Amérique, peut être enregistré au consulat brésilien et sont donc de nationalité brésilienne.

Le *ius solis* est le critère adopté par le Brésil, dans ce cas est pris en compte le lien de la territorialité, comme le lieu de naissance. De cette façon, les enfants réfugiés nés au Brésil peuvent être des citoyens brésiliens si telle est la volonté des parents. En tant que citoyen, l'enfant est né avec tous les droits garantis par la Constitution nationale sur l'article 12 de la Constitution fédérale de 1988.(BRÉSIL, 1988)

Dans le paragraphe III du 3<sup>o</sup> article de la Section III se définit la négation du refuge pour les cas suivants: Les personnes qui ont commis crime contre la paix, crime de guerre, crime contre l'humanité, crime hideux, participation d'actes terroristes ou trafic de drogue. De cette façon, le pays se protège de l'entrée des personnes qui peuvent présenter des risques pour la sécurité nationale. (BRÉSIL, 1997)

En tant que droit du réfugié, est mentionné dans l'article 6<sup>o</sup> de la même section l'obtention du document d'identité supportant son état légal, permis de travail et document de voyage. De cette façon, le réfugié peut vivre au Brésil, être capable de travailler légalement, voyager à l'étranger, émettre des CPF et ouvrir un compte bancaire. Bien que la garantie du droit au travail, les conditions socio-économiques du pays rendent l'accomplissement d'un travail difficile. (BRÉSIL, 1997)

Au-delà du fait que la majorité d'entre eux ne maîtrisent pas la langue officielle du pays, le processus de revalidation du diplôme est bureaucratique et peut arriver à coûter jusqu'à 20 000 reais. L'ONG compatissante en partenariat avec le HCR cherche à faciliter ce processus en offrant des consultations à ces personnes qui désirent revalider leur diplômes, mais l'organisation estime que parmi 78 processus, seulement 18 personnes avaient réussi à revalider les diplômes.

Il est également important de souligner que la demande d'asile peut être faite après l'entrée de l'individu sur le territoire brésilien, comme décrit dans l'art. 8 de la loi. Avec la situation d'urgence au Venezuela, plusieurs fois les gens ne peuvent pas attendre le processus de la demande et l'obtention du statut de réfugié pour entrer ensuite dans le pays ; cela fait que beaucoup d'entre eux entrent au Brésil et après mettent en marche le processus de demande du statut de réfugié.

Le gouvernement brésilien actuel a présenté une posture défensive comme l'entrée massive de personnes dans le territoire brésilien. Tout en veillant à ce que le Brésil ne refuse jamais de recevoir des réfugiés, le Président Michel Temer a souligné: «*Mas vamos ordenar a entrada. Vamos disciplinar isso com a Polícia Federal e o Exército*»<sup>10</sup>.

Le gouvernement de Roraima a demandé à la Cour Suprême de Justice (STF) la fermeture de la frontière brésilienne avec le Venezuela avec la prémisse que les réfugiés apportaient des maladies déjà éradiquées et collaborant avec l'augmentation de la violence. D'un autre côté, le ministère public fédéral (MPF) s'est opposé à la demande.

Selon l'avocat général adjoint de la République, Luciano Mariz Maia, les limitations à l'entrée des Vénézuéliens ne peuvent être respectées *pour «violarem frontalmente obrigações internacionais de direitos humanos assumidos pelo Brasil, especialmente as referentes à proteção de refugiados, bem como a proteção legal de tais direitos»*<sup>11</sup>

D'autre part, il est nécessaire que le gouvernement offre à la suite de l'admission, des conditions décentes telles que le logement et l'accès à la santé de base pour les Vénézuéliens, ce qui s'est révélé être un grand défi politique et économique au Brésil. Le soutien des organisations internationales sans fins lucratives comme la PADF (Fondation panaméricaine de développement) et le HCR a été essentielle pour que l'aide humanitaire arrive pour une proportion de Vénézuéliens au Brésil.

L'art. 11 de la loi n ° 9474 crée la CONARE et les articles suivants en déterminent le fonctionnement et la fonction. Ainsi, il incombe à la CONARE d'analyser la demande et la reconnaissance du statut de réfugié, en premier lieu; ainsi que la détermination de la cessation ou la perte de cette condition; En plus de guider et de coordonner les actions nécessaires à la protection efficace, l'assistance et le soutien juridique à leur disposition.

---

<sup>10</sup> Mais nous allons commander l'entrée. Nous allons discipliner cela avec la police fédérale et l'Armée.  
(Traduction libre)

<sup>11</sup> [Elles] violent les obligations internationales en matière de droits de l'homme assumées par le Brésil, en particulier celles liées à la protection des réfugiés, ainsi que la protection juridique de ces droits. (Traduction Libre)

En cas d'expulsion, art. 36 affirme que le réfugié dûment enregistré ne sera pas banni du territoire brésilien, sauvé dans les cas de menace à la sécurité nationale et l'ordre public, mais l'art.37 dit que l'expulsion sera accomplie si l'individu sera reçu dans un pays où il n'a pas de risque de persécution contre lui. Dans ce cas, même s'il est expulsé du Brésil, le réfugié ne sera pas renvoyé dans son pays d'origine, même s'il a commis des crimes sur le territoire national.

D'un autre côté, l'art. 39 affirme que l'exercice d'activités contraires à la sécurité nationale ou à l'ordre public implique la perte du statut de réfugié.(BRÉSIL, 1997) Dans ce cas, le CONARE et le MPF pour juger la révocation éventuelle du statut de réfugié de cet individu, de sorte qu'il est soumis à la loi en tant qu'étranger commun et en cas d'expulsion peut être renvoyé dans son pays d'origine, depuis à peine un autre pays choisira de recevoir un individu qui a commis un crime contre un pays qui l'a reçu précédemment.

Il est donc possible de conclure que la loi 9.474 est suffisamment détaillée et favorise la reconnaissance du statut de réfugié pour un grand nombre de personnes. Ainsi, la législation brésilienne semble préoccupée par les droits humains de ces personnes, contrairement à d'autres pays comme l'Australie et les États-Unis qui, bien qu'étant également signataires de la Convention de 1951 ou du Protocole de 1971, ont besoin de pressions constantes pour accepter les réfugiés et respecter leurs droits.

Les Nations Unies ont sévèrement critiqué la détention de réfugiés parrainés par l'Australie. Dans le système australien, le réfugié qui arrive au pays par la mer est envoyé dans un territoire situé à l'extérieur du pays où il reste dans un centre de détention pour des réfugiés. Sur ce fait, le Haut Commissaire des Nations Unies Filippo Grandi (2017) a déclaré dans une interview:

Recentemente, o ACNUR foi informado pela Austrália que o país se recusa a receber até mesmo esses refugiados vulneráveis e que eles, e outros que estão em Nauru e Papua-Nova Guiné, receberam a informação de que sua única opção é permanecer onde estão ou serem transferidos para o Camboja ou para os Estados Unidos.<sup>12</sup>

Les États-Unis ont également adopté une politique de réfugiés rigide, s'étant même retirée en 2017 du Pacte mondial des Nations Unies pour la protection des migrants et des

---

<sup>12</sup> Récemment, le HCR a été informé par l'Australie que le pays refusait de recevoir même ces réfugiés vulnérables et qu'eux-mêmes et d'autres à Nauru et en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont reçu des informations selon lesquelles leur seule option est de rester où ils sont ou d'être transféré au Cambodge ou aux États-Unis. (Traduction libre)

réfugiés de 2016, et ont suspendu l'entrée des réfugiés., au-delà de l'entrée des réfugiés dans le pays pendant 4 mois en l'an de 2017.

## **6 Considérations finales**

La crise politico-économique au Venezuela a entraîné une crise humanitaire. Entre le manque de conditions de base pour vivre dans leur pays et le scénario conflictuel du gouvernement de Nicolás Maduro, il n'y a pas d'autre choix pour les Vénézuéliens que de fuir leur pays et de demander refuge dans une autre nation dont le Brésil est l'un des États qui ont accueilli ces réfugiés. L'instabilité politique vécue dans l'État vénézuélien peut également être observée au Brésil, certainement dans une moindre mesure par rapport aux conséquences, mais cela ne diminue en rien les problèmes économiques du pays.

En dépit des représailles internationales et des sanctions imposées au Venezuela, le gouvernement de Maduro conserve un contrôle presque absolu du pouvoir et un discours polarisé et antagoniste au capitalisme américain. Avec les idéaux chavistes de la «Révolution bolivarienne», du «Socialisme du 21ème siècle» et de «l'Etat communal», le gouvernement juge et condamne et arrête ses opposants, la liberté d'expression est censurée et le pays continue à refuser l'aide humanitaire, en ce sens les principales victimes sont les Vénézuéliens.

Même avec tous les problèmes rencontrés dans le pays, le Brésil s'est montré disposé à accueillir des Vénézuéliens, honorant (malgré quelques tentatives d'imposer des limites) de cette manière ses engagements internationaux ont ratifié les traités nationaux relatifs au refuge. De nombreuses organisations internationales et organisations non gouvernementales aident le pays à s'occuper des réfugiés, parmi lesquelles le HCR joue un rôle clé.

Cet article traite ainsi du processus d'acquisition du statut de réfugié dans le contexte historique et actuel de la crise politique et économique au Brésil et au Venezuela, les raisons qui ont conduit les Vénézuéliens à émigrer de leur pays et à demander l'asile et l'analyse de la législation brésilienne.

Compte tenu de la pertinence du thème et de l'ampleur des impacts géopolitiques, il est impératif de développer de nouvelles études se rapportant aux autres aspects de la crise des réfugiés vénézuéliens, étant donné que le sujet a beaucoup à être étudié et discuté en vue du caractère transitoire et de la nature éphémère des relations internationales.



## Références

ACNUR. **Refugio em números. 2018.** Disponible dans: <[http://www.acnur.org/portugues/wp-content/uploads/2018/04/refugio-em-numeros\\_1104 .pdf.](http://www.acnur.org/portugues/wp-content/uploads/2018/04/refugio-em-numeros_1104.pdf)> Accès en: 8 juin 2018.

BRASIL. **LEI Nº 9.474, DE 22 DE JULHO DE 1997.** Disponible dans: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/Leis/19474.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/Leis/19474.htm)> Accès en: 16 juin. 2018.

CEPAL. **CEPAL manifiesta su preocupación ante amenazas a la democracia brasileña | Comunicado de prensa | Comisión Económica para América Latina y el Caribe.** Disponible dans: <<https://www.cepal.org/es/comunicados/cepal-manifiesta-su-preocupacion-amenazas-la-democracia-brasilena>> Accès en: 15 juin 2018.

EDWARDS, Adrian. **Refugiado ou Migrante? O ACNUR incentiva a usar o termo correto.** Disponible dans: <http://www.acnur.org/portugues/2015/10/01/refugiado-ou-migrante-o-acnur-incentiva-a-usar-o-termo-correto/>. Accès en: 10 juin 2018.

GIL, Antonio Carlos. **Métodos e técnicas de pesquisa social.** 6. ed. São Paulo: Atlas, 2008. XVI, 200 p. 9.

IBGE. **PIB avança 1,0% em 2017 e fecha ano em R\$ 6,6 trilhões.** Disponible dans: <<https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2013-agencia-de-noticias/releases/20166-pib-avanca-1-0-em-2017-e-fecha-ano-em-r-6-6-trilhoes.html>> Accès en: 18 juin 2018.

IBGE. **PNAD.** Disponible dans: <<https://web.archive.org/web/20171106064226/https://br.advfn.com/indicadores/pnad>>. Accès en: 15 juin 2018.

LAKATOS, Eva Maria; MARCONI, Marina. **Fundamentos de metodologia científica.** 5. ed. São Paulo: Atlas, 2003 p.83.

LOPÉZ MAYA, Margarita. **El incierto porvenir del estado comunal.** Revista SIC, 753, 2013 p.101.

MCCOY, Jennifer; MCCARTHY, Michael. **Os limites de um legado: os desafios e os desdobramentos da eleição pós Chavez.** Revista Política Externa, São Paulo, volume 22, nº 1, 2013, p. 29-36.

MPF. **A Lava Jato em números no Paraná.** Caso Lava Jato. Disponible dans: <<http://www.mpf.mp.br/para-o-cidadao/caso-lava-jato/atuacao-na-1a-instancia/parana/resultado>> Accès en: 12 juin 2018.

MT. **Ministério encaminha venezuelanos para o mercado de trabalho.** Disponible dans: <<http://trabalho.gov.br/noticias/5743-ministerio-encaminha-venezuelanos-para-o-mercado-de-trabalho>> Accès en: 16 juin 2018.

PUPO, Amanda.; MORAES MOURA, Rafael. **MPF é contrário ao fechamento da fronteira com a Venezuela.** Disponible dans:

<<https://brasil.estadao.com.br/noticias/geral,mpf-e-contrario-ao-fechamento-da-fronteira-com-a-venezuela,70002272739>> Accès en: 15 juin 2018.